

https://www.lemonde.fr/international/article/2020/06/12/covid-19-en-amerique-latine-les-narcos-font-de-la-resilience_6042647_3210.html

Coronavirus : en Amérique latine, des « narcos » à toute épreuve

Par [Nicolas Bourcier](#) , [Frédéric Saliba](#) , [Marie Delcas](#) et [Amanda Chaparro](#)

Publié le 12 juin 2020 à 13h33, mis à jour hier à 06h31

Enquête

Les trafiquants de drogue se révèlent des gestionnaires de crise avisés : malgré le ralentissement de l'activité, les difficultés de transports et d'approvisionnement dus à la lutte contre la pandémie, les cartels exploitent de nouveaux circuits et débouchés.

Un baron de la drogue arrêté en Bolivie lors d'un simple contrôle de routine dans le cadre des mesures de confinement, le prix de vente de la cocaïne en baisse au Pérou, le sachet de cannabis en hausse à Paris et New York, une diminution de l'offre d'héroïne en Europe, dans le Sud-Ouest asiatique et en Amérique du Nord : les mesures prises par les autorités pour contenir la pandémie due au nouveau coronavirus ont provoqué une onde de choc sans précédent sur l'ensemble des marchés illicites de la drogue de par le monde, de la production à la consommation en passant par le trafic.

Dans un court [rapport de l'Office des Nations unies contre les drogues et le crime](#) (UNODC), daté de mai, on apprend que de nombreux pays ont fait état d'une pénurie globale de nombreux types de stupéfiants à la vente au détail. Le document relève une augmentation substantielle des prix selon les régions, des réductions de pureté aussi, incitant les consommateurs à changer de drogue (de l'héroïne aux opioïdes synthétiques, par exemple) et à recourir plus fréquemment aux traitements médicamenteux. En Italie et en Asie centrale, les saisies de drogue ont baissé. En Afghanistan, la fermeture des frontières, en pleine période de récolte du pavot, entre mars et juin, fait, elle, craindre un risque croissant d'overdoses à travers le monde en raison des produits de coupes utilisés par les revendeurs pour pallier la pénurie.

La liste des bouleversements est longue. Elle prend des allures d'inventaire à la Prévert en Amérique latine, l'épicentre d'un trafic mondial de drogues estimé entre 426 et 652 milliards de dollars (soit entre 375 et 573 milliards d'euros) par an, [selon Global Financial Integrity](#), un think tank basé à Washington.

Des frontières plus dures à traverser

C'est ici, dans le sous-continent américain, que les gangs réalisent des profits colossaux en produisant et transportant la cocaïne et la marijuana, mais aussi la méthamphétamine, l'héroïne, fabriquée essentiellement au Mexique, troisième producteur mondial, et l'opiacé de synthèse Fentanyl, vendus ensuite dans le monde entier. Ici également que les saisies de stupéfiants continuent, selon les régions, d'atteindre des sommets malgré la pandémie et le ralentissement des activités, son corollaire. Ici aussi que les prévisions de productions illégales sont les plus

alarmantes, en raison de la crise économique qui se profile dans la région – comparable à la Grande Dépression des années 1930, selon les spécialistes –, une crise synonyme de précarisation accrue des populations et d'un recours aux filières et marchés illicites comme moyen de subsistance.

Principales routes du trafic de cocaïne avant l'épidémie mondiale



Sources : « Covid-19 and the Drug Supply Chain from Production and Trafficking to Use », ONUDC, mai 2020 ; « EU Drug Markets. Impact of Covid-19 », European Monitoring Centre for Drugs and Drug Addiction, mai 2020 ; « What lockdown ? World's Cocaine Traffickers Sniff at Movement Restrictions », OCCRP, 20 mai 2020 ; Acléd ; Covid Tracker, University of Oxford ; « World drug report 2019 », ONUDC ;
Le Monde

Infographie Le Monde : Camille Bressange, Flavie Holzinger, Xemartin Laborde et Floriane Picard

Les perturbations du trafic mondial provoquées par la pandémie ont fait monter les prix des produits chimiques importés tels que l'éphédrine, nécessaire à la fabrication de méthamphétamine, l'un des piliers du narcotrafic. La fermeture partielle de la frontière américano-mexicaine a, elle aussi, compliqué la distribution des drogues comme l'ont révélé deux membres du cartel mexicain de Sinaloa à un journaliste de l'agence Reuters : « *Nous avons du mal à la traverser* », a admis l'un d'eux.

Au Brésil, les trafiquants sont confrontés à des problèmes de distribution similaires. Dans l'Etat de Sao Paulo, la ville portuaire de Santos, point de départ d'une proportion importante de la cocaïne sud-américaine à destination de l'Europe, les saisies ont baissé de 67 % en mars par rapport à la même période en 2019, selon le fisc brésilien. Pour le chef de la police fédérale locale, Ciro Moraes, c'était là le signe que les trafiquants subissaient une « *récession* » dans leur domaine. Un espoir de courte durée : les réseaux se sont réagencés un peu partout, parfois avec une déconcertante facilité.

En Colombie, « tout continue ! »

En première ligne, la Colombie, qui a repris la tête en 2017 du classement mondial des pays producteurs de cocaïne après s'être fait [doubler au mitan des années 2010 par le Pérou](#). Passé le choc des premières mesures de confinement, décrétées le 25 mars par le président Ivan Duque Marquez, le trafic et la guerre pour le contrôle du marché colombien ont repris comme si de rien n'était, ou presque. Les producteurs se sont adaptés, les trafiquants réorganisés. Le département du Cauca, dans le sud-ouest du pays, l'un des fiefs historiques de la guérilla, grand producteur aussi de cocaïne et de marijuana, continue de s'enfoncer dans une spirale infernale de la violence et des assassinats quasi quotidiens, avec près de 60 exécutions depuis le début du confinement, en lien avec le narcotraffic. « *Ces gens, les narcotrafiants qui ne craignent ni Dieu ni la loi, ne se laissent pas intimider par un virus. La production de coca, la fabrication de pâte base, les laboratoires qui transforment la pâte base en chlorhydrate de cocaïne... Tout continue !* », affirme le général Jorge Luis Ramirez, chargé de la lutte contre les stupéfiants au sein de la police nationale colombienne.

De fait, la Colombie n'a jamais produit autant de poudre blanche. Selon le Bureau de la politique nationale de contrôle des drogues ([Office of National Drug Control Policy](#)), dépendant de la Maison Blanche, le pays comptait 212 000 hectares de coca en 2019, contre 48 000 en 2013. Il y en aurait encore plus aujourd'hui, estiment les spécialistes. L'amélioration constante des rendements et les innovations technologiques dans le processus de transformation de la feuille de coca en cocaïne ont stimulé la production, qui a atteint le record de 951 tonnes en 2019.

« *Depuis le début de la pandémie, les prix ont grimpé, mais aucune pénurie n'a été constatée à Bogota, New York ou Paris*, affirme Daniel Rico, économiste à l'université nationale de Colombie, politologue à l'université des Andes, à Bogota, et spécialiste du trafic de stupéfiants. *Les stocks accumulés à chaque étape de la chaîne de distribution permettent d'approvisionner les opérateurs et les consommateurs.* »

Une qualité bradée

Cette stratégie n'est pas nouvelle, les narcotrafiants évitant en général d'entreposer de grosses quantités de drogue au même endroit. Début mai, la police colombienne a ainsi saisi 2,5 tonnes de cocaïne qui avaient été enterrées dans trois caches distinctes, dans le département de La Guajira, dans l'extrême nord du pays. Reste que les stocks ne sont pas illimités et que la situation pourrait évoluer. « *A l'international, comme sur le marché intérieur, quand survient un risque de pénurie, les trafiquants bradent la qualité de la coke* », prévient le sociologue Julian Quintero, directeur de l'association Accion tecnica social qui prône la légalisation et l'usage responsable des drogues.

Les mafias colombiennes ont toujours fait preuve d'une résilience sans égale. La diminution drastique des transports a obligé ces acheteurs à utiliser de nouveaux circuits et à inventer des subterfuges, « *ce que les criminels savent très bien faire* », ajoute le général Ramirez. Le transport de marchandises, notamment alimentaires, n'a pas cessé, offrant un moyen de camoufler la cocaïne et les produits chimiques (acide sulfurique, soude caustique, éther, etc.) nécessaires à sa fabrication. Avec, parfois, des ratés.

Le 9 juin, la police colombienne a annoncé la saisie de 4,9 tonnes de chlorhydrate de cocaïne, dans le port de Buenaventura, sur la côte Pacifique. La drogue était cachée dans des granules de caoutchouc. Et début mai, la police routière a saisi, dans une ambulance, 500 kg de marijuana « *creepy* » (une variété génétiquement modifiée, à croissance rapide et de meilleure qualité) près de la ville de Cali. « *A la différence de la cocaïne, qui est un chlorhydrate, la marijuana est une plante qui se conserve mal et perd rapidement en qualité*, explique M. Quintero. *Plus volumineuse que la coca, la marijuana est aussi plus difficile à transporter.* » Les trafiquants ont donc répercuté ce facteur risque sur les prix au détail. A Bogota, la capitale, le joint est passé de 3 000 à 5 000 pesos l'unité (soit de 74 centimes à 1,20 euro), le gramme de coke de 30 000 à 40 000 pesos (l'équivalent de 7,40 et 9,80 euros). La hausse est substantielle, mais elle comprend un nouveau service à la clientèle : la livraison à domicile.

Des stratégies diverses

Les frontières terrestres sont officiellement fermées, mais cela n'empêche visiblement pas les passages. Les « mules », ces voyageurs qui transportent en avion de petites doses dans leurs bagages ou leur estomac ont évidemment cessé leur activité, mais il n'est pas certain que cela ait freiné les exportations à l'international. « *Même en temps normal, il est impossible de connaître la proportion de drogue qui part en avion ou par bateau*, souligne le général Jorge Luis Ramirez. *Le négoce est extrêmement versatile. Rien n'est jamais défini pour longtemps. Ce que fait le narcotraffiquant, c'est profiter des opportunités, parfois au dernier moment.* » Seul indicateur quantifiable : entre le 1^{er} janvier et le 4 juin, les autorités colombiennes ont saisi 182 tonnes de cocaïne, soit 8 % de plus qu'en 2019 sur la même période.

La drogue fait vivre beaucoup de monde en Colombie : le Clan du Golfe – le cartel le plus puissant du pays –, les milices de type paramilitaire plus ou moins liées aux élites économiques et politiques locales, les guérilleros de l'Armée de libération nationale (ELN) encore en activité, les « dissidents » des mouvements rebelles qui ont rendu les armes, notamment les FARC, et une myriade de petites organisations criminelles qui veulent leur part du gâteau.

Tous n'ont pas adopté la même stratégie face à l'épidémie de nouveau coronavirus. « *Dans le nord, dans la région de l'Uraba [face à la mer des Caraïbes, à la frontière avec le Panama], le Clan du Golfe a opté pour un respect strict du confinement et a empêché tout transit dans la région. Dans l'est, à la frontière avec le Venezuela, les guérilleros de l'ELN bloquent l'entrée de leur territoire, mais achètent la coca aux paysans. Dans la région de Tumaco, sur la côte Pacifique sud, les milices armées contraignent les planteurs de palme à respecter le confinement, mais envoient les travailleurs récolter la feuille de coca* », précise Daniel Rico.

Paralyse quasi totale au Pérou

Au Pérou, la mise en place d'un confinement drastique, dès le 16 mars, semble avoir davantage affecté la chaîne du narcotrafic. Depuis cette date, les transports sont interdits, excepté pour les produits alimentaires et de première nécessité. Un couvre-feu est en vigueur, dans un premier temps à partir de 18 heures (dès 16 heures dans certaines régions les plus affectées par le virus), puis désormais entre 21 heures (18 heures dans certaines régions) et 4 heures du matin. La nuit, les militaires patrouillent dans les rues et les contrôles sont nombreux. Se déplacer est réellement difficile. Plusieurs sources ont révélé des problèmes d'acheminement des feuilles de coca et des stupéfiants.

(carte page suivante)

UN TRAFIC RALENTI DANS UN PREMIER TEMPS PAR LES MESURES DE CONFINEMENT

Origine de la production de cocaïne mondiale, par pays, en %



Zone de culture de la coca

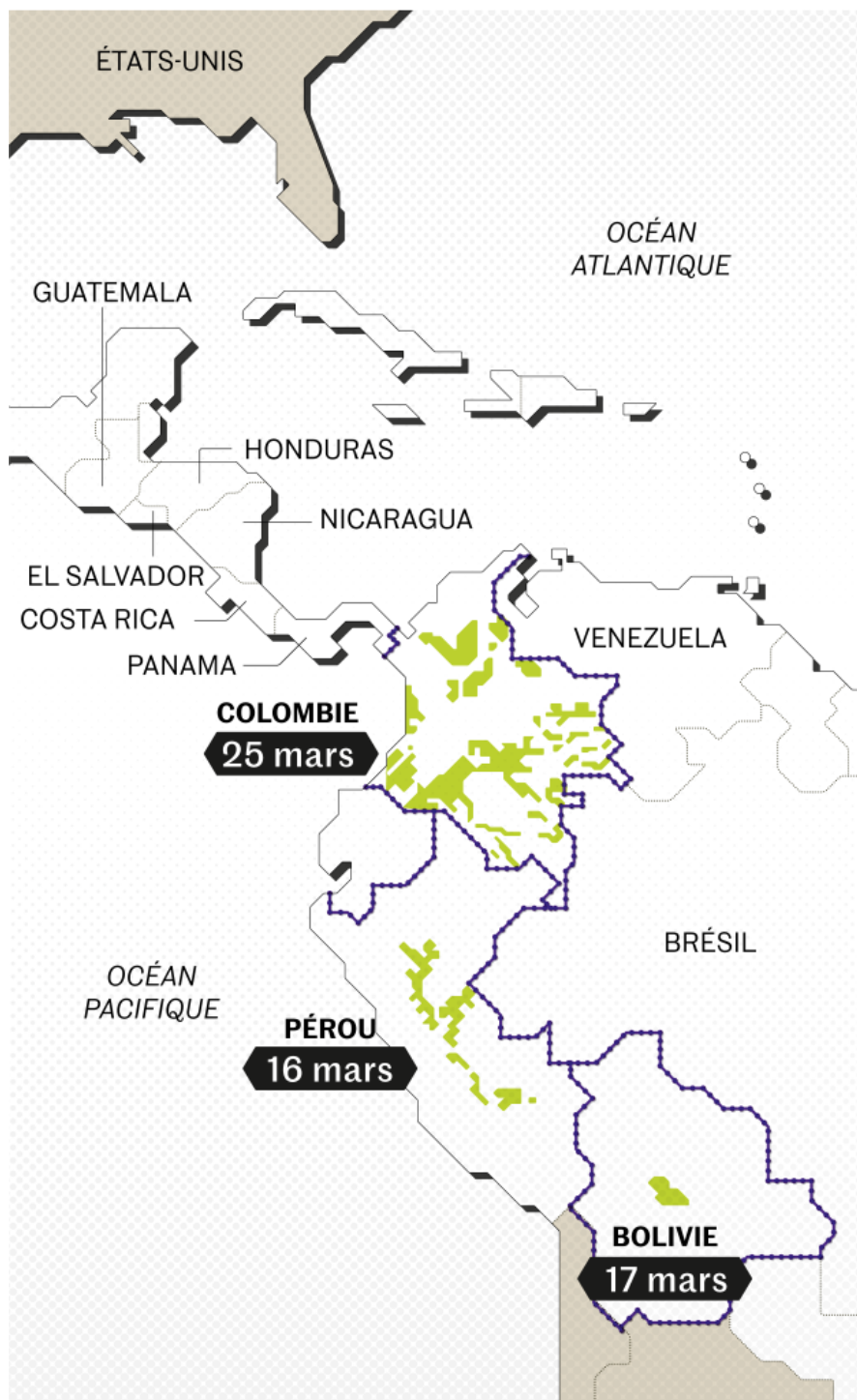
Mesures de confinement

Frontières fermées

Début des restrictions de circulation dans les pays producteurs

Principaux pays consommateurs de cocaïne

(prévalence en 2013 ou en 2017, selon la dernière année disponible)



La production ne s'est pas tarie, mais les livraisons ont presque cessé. Malgré la difficulté d'obtenir des chiffres précis en la matière, près de 90 % du trafic de cocaïne serait à l'arrêt selon la police antidrogue. Seules quelques poches, situées aux frontières du Brésil et de la Bolivie, seraient encore actives, affirme Pedro Yaranga, expert péruvien indépendant sur les questions de sécurité et de trafic de stupéfiants : « *Depuis le début du confinement au Pérou, la paralysie est quasi totale, assure-t-il. Dans la zone du Vraem [la vallée des fleuves Apurimac, Ene et Mantaro, dans le centre] d'où proviennent les trois quarts de la drogue du pays, par exemple, plus de cent vols d'avions clandestins ont été dénombrés l'an dernier. Or, depuis le début du confinement, il n'y en a plus aucun.* »

« *Personne ne vend et personne n'achète, ajoute le spécialiste. Ceux qui ont de bonnes réserves préfèrent les garder en attendant que les choses aillent mieux parce que les prix ont fondu. Ce n'est pas un problème de demande extérieure, mais intérieure.* »

A la vente, le prix de la cocaïne a chuté de 25 % en moyenne, entre janvier et avril, selon un [rapport de la Commission nationale pour le développement et une vie sans drogue](#) (Devida), publié le 30 avril, et jusqu'à 58 % dans le Vraem, avant de remonter légèrement en mai. Dans cette zone, son prix au kg est passé de 5 922 soles en janvier à 2 426 soles en avril, soit de 1 511 euros à 619 euros. Au niveau national, le prix de la feuille de coca illégale a baissé de 51,2 % en moyenne, et celui de la pâte de cocaïne de 20,7 % entre janvier et mai.

La coca légale toujours vendue

« *Cette situation pousse les trafiquants péruviens à chercher d'autres routes, comme aux frontières [dans la zone de Caballococha, dans la région de Loreto, limitrophe de la Colombie], où trois avions partis du Pérou et chargés de drogue ont été saisis au Brésil, grâce à une action conjointe entre polices brésilienne et péruvienne* », constate le colonel Deny Rodriguez, chef de la division des enquêtes spéciales de la police antidrogue (Dirandro) péruvienne.

Le marché péruvien pourrait rester en berne un certain temps car, au début de la chaîne, les petits producteurs de coca sont également affectés. Certains ne récoltent plus car il n'y a plus d'acheteurs et cultiver la coca coûte cher et nécessite beaucoup de main-d'œuvre. D'autant qu'une fois séchées les feuilles ne se conservent pas, comme l'explique Percy Perales, président de la Fédération des producteurs de coca de la Convencion, Yanatile et Lares (Fepcacyl) dans le sud-est du pays : « *Quand le président de la République [Martín Vizcarra] a décrété l'immobilisation sociale obligatoire, il n'a plus été possible de rassembler la production de coca et beaucoup de nos frères paysans producteurs ont perdu leur récolte parce que la coca ne se garde pas plus d'une semaine, c'est un produit fragile, périssable. Une fois récolté et séché, il perd de sa qualité.* »

Contrairement à d'autres régions péruviennes, où le trafic est plus présent, les petits paysans de la province de La Convencion (centre) vendent essentiellement [sur le marché légal](#). C'est l'entreprise nationale de la coca, l'Enaco, qui achète leur production à un prix inférieur à celui pratiqué sur le marché illégal. Mais ce débouché leur confère une certaine stabilité. La coca au Pérou est consommée légalement par 3,5 millions de personnes pour préparer des infusions, des bonbons ou pour un usage traditionnel notamment chez les populations andines qui mastiquent la feuille pour se donner de l'énergie et réduire la fatigue liée à l'altitude.

« Après plusieurs jours de strict confinement, nous avons obtenu un permis spécial pour nous déplacer et vendre la coca [légale] en période d'urgence, poursuit M. Perales. Mais nous avons été confrontés au manque de transports. Le producteur ne peut pas convoier sa marchandise jusqu'à un point de vente : porter cinq arrobes – c'est-à-dire environ 60 kg de coca – sur deux ou cinq kilomètres, à pied, c'est compliqué... »

Au bout du tunnel mexicain

Dans une région où le transport a toujours été un élément-clé de l'économie souterraine, le Mexique a révélé au début du confinement de sérieux signes de faiblesses. Terre de production, de consommation et de trafic vers les Etats-Unis voisins, il a connu une rupture de la chaîne d'approvisionnement des puissants cartels mexicains.

Le 20 mars, les gouvernements nord-américain et mexicain ont réduit leurs échanges frontaliers aux activités commerciales essentielles. Washington a déployé 500 militaires supplémentaires pour épauler les 20 000 agents de la patrouille frontalière. Malgré les contrôles accrus le long des plus de 3 000 km qui séparent les deux pays, les saisies de stupéfiants ont fondu en mars et avril, selon le bureau américain des douanes, révélant une baisse du trafic vers les États-Unis.

(Carte page suivante)

UNE INDUSTRIE QUI A SU S'ADAPTER

La cocaïne est principalement transportée par voie maritime

Cocaïne

88%*

Cannabis

54%

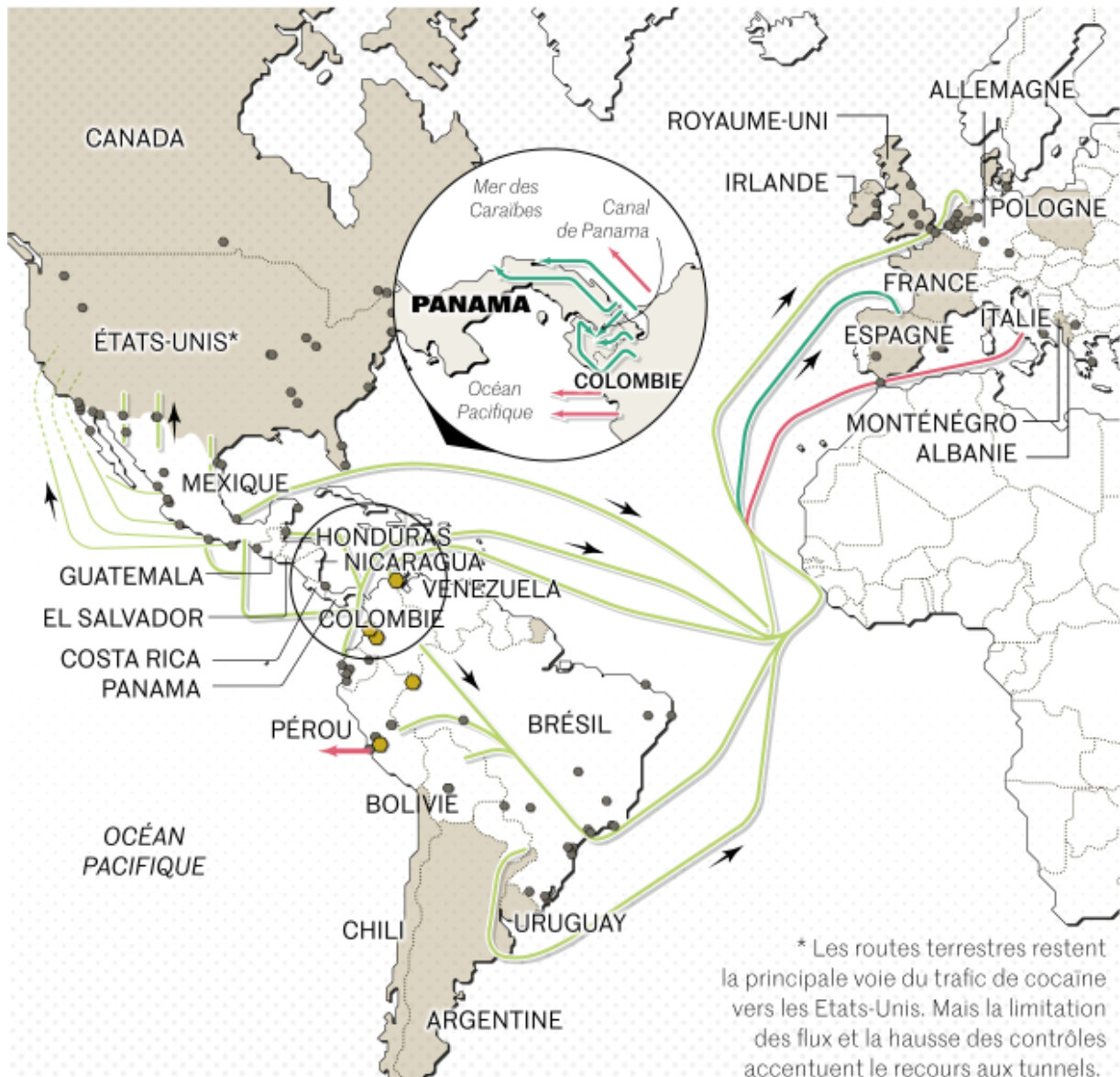
Opioides

7%

* Selon les estimations de l'ONUDC (Office des Nations unies contre les drogues et le crime)

L'épidémie de Covid-19 redessine les routes de la cocaïne

- Saisies de cargaisons de cocaïne entre février et avril recensées par l'ONUDC
- Saisies remontées en mai et juin par nos correspondants de terrain
- Nouvelles routes de la cocaïne en expansion
- Route maintenue malgré l'épidémie de Covid-19. Les voies maritimes traditionnelles se renforcent face au blocage terrestre
- Route fermée
- Principaux pays consommateurs de cocaïne (prévalence en 2013 ou en 2017, selon la dernière année disponible)



« *La limitation des vols commerciaux en provenance des pays d'Amérique latine, dont la Colombie, complique également l'acheminement de la cocaïne au Mexique* », complète Flako Ernst, spécialiste du narcotrafic mexicain à l'International Crisis group (ICG), une organisation indépendante d'analyse des conflits. *On a aussi constaté une pénurie de précurseurs chimiques des drogues de synthèse, en provenance de Chine et d'Inde. La fermeture des fabricants asiatiques a réduit la capacité des cartels mexicains à produire leurs lucratives méthamphétamines, prisées sur le marché américain.* »

Si les petites organisations mafieuses sont touchées de plein fouet, « *les grands cartels ont les reins plus solides pour tenir financièrement* », précise le chercheur. « *Et le crime organisé a de grandes capacités d'adaptation, il a déjà trouvé des routes alternatives.* » Selon le rapport de l'UNODC sur les effets du Covid-19, les narcotrafiquants recourent davantage aux tunnels frontaliers et aux voies maritimes pour faire passer leurs marchandises illicites aux Etats-Unis. Le 18 mai, l'armée mexicaine a découvert l'un de ces boyaux souterrains entre les villes de Tijuana et San Diego (Californie). Creusé sur 600 mètres de long, il était équipé de systèmes de ventilation et d'éclairage, de parois et d'un plafond en bois.

Pour limiter les pertes, les cartels ont augmenté leurs prix. Le tarif des méthamphétamines a plus que doublé entre janvier et mars, selon l'UNODC. « *Un de nos informateurs, dealer au Mexique, nous a confié avoir reçu un message WhatsApp signé par "El Mencho" – surnom de Nemesio Oseguera Cervantes, chef du puissant cartel Jalisco Nueva Generacion (CJNG) – lui ordonnant d'augmenter le prix des drogues* », affirme Chris Dalby, chercheur et rédacteur en chef à Insight Crime, une fondation consacrée à l'étude du crime organisé en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Les cartels ont aussi diversifié leurs activités. Si la fermeture des commerces, liée au confinement volontaire décrété au Mexique le 23 mars, a réduit les extorsions, le vol de pétrole est, lui, en pleine expansion. La compagnie pétrolière Pemex, plus grande entreprise publique du Mexique, a ainsi détecté, au premier trimestre, pas moins de 2 646 perforations illégales sur son réseau de 17 000 km d'oléoducs. « *La cyberdélinquance connaît elle aussi un boum, abonde Chris Dalby. Les cartels recrutent des hackers pour se livrer à des fraudes par Internet, tel le phishing [« hameçonnage »] qui consiste à dérober des données personnelles.* » Autre secteur en plein essor : le vol de matériel médical. « *Les pénuries de masques et de ventilateurs d'assistance respiratoire, liées à la crise sanitaire du Covid-19, créent un nouveau marché pour le crime organisé* », précise le spécialiste.

Rivalités aiguisées et achat de loyautés

Freinés à l'international, les cartels se recentrent sur leurs bases locales au Mexique, en pleine crise économique. Alors que le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une récession de 6,6 % cette année dans ce pays dont près de la moitié de la population est déjà pauvre, les cartels du Golfe et de Sinaloa, mais aussi le CJNG, diffusent sur Internet des vidéos montrant leurs hommes distribuant des denrées de première nécessité aux habitants de leurs fiefs respectifs. Les narcotrafiquants renforcent ainsi leur emprise sur la société. « *C'est un moyen d'acheter des loyautés*, poursuit M. Dalby. *Et la possibilité de recruter des jeunes en manque d'opportunités.* » Ces derniers ne manquent pas. Selon l'Institut mexicain des statistiques (INEGI), le Mexique a perdu en avril 2,1 millions d'emplois légaux et 10,4 millions d'emplois informels – un record.

Pour le spécialiste du narcotrafic Flako Ernst, « *la conquête de nouveaux territoires devient ainsi un impératif pour les cartels afin de se refinancer. Cela attise les rivalités entre eux* ». De fait, la violence n'a pas baissé avec le confinement, bien au contraire. Le mois de mars a été le plus sanguinaire (2 585 homicides) depuis vingt ans, talonné par avril (2 492 meurtres). Et la tendance semble se poursuivre : le dimanche 7 juin a été le jour le plus violent de l'année avec 117 assassinats en vingt-quatre heures.

De quoi contraindre le président Andres Manuel Lopez Obrador (« AMLO ») à signer, mi-mai, un décret étendant jusqu'à 2024 le recours à l'armée dans la lutte contre la délinquance organisée malgré son engagement de campagne de cesser de faire appel aux militaires pour se focaliser sur la lutte contre la pauvreté. « *L'explosion des crimes oblige "AMLO" à renoncer à sa promesse de vite renvoyer les soldats dans leurs casernes, déplore M. Ernst. Cette militarisation de la sécurité publique risque, à terme, d'accentuer encore davantage la spirale infernale des violences.* » Et laisse entrevoir de nouvelles opportunités pour les narcotrafiquants dans une région tout entière qui n'en a pas fini avec la crise.

[Nicolas Bourcier](#)

[Frédéric Saliba Mexico, correspondance](#)

[Marie Delcas Bogota, correspondante](#)

[Amanda Chaparro Lima, correspondance](#)